

... mais il soutient que cet inconvénient peut être contrebalancé par le versement de crédits remboursables pour taxe de vente aux contribuables dont le revenu est peu élevé. Cependant, cette solution comporte un certain nombre de problèmes. Premièrement, ce crédit remboursable peut atténuer le caractère régressif de la taxe seulement jusqu'au moment où le crédit maximum est versé. Lorsque ce crédit commence à diminuer (à 24 800 \$, d'après la proposition du gouvernement) et par la suite, cette taxe reste régressive.

Autrement dit, c'est encore une fois la classe moyenne qui écope. Je dois également souligner que les gens de ce groupe n'émigrent pas; même si ce sont toujours eux qui écopent, les Canadiens de la classe moyenne restent fidèles à notre pays parce que ce sont des citoyens canadiens, et non pas de grandes entreprises.

Le sénateur Corbin: Sénateur Gigantès, puis-je vous poser une question? Vous dites que les citoyens de notre pays écopent, mais ils sont également furieux de la façon dont ils ont été utilisés, en ce qui concerne la promesse de versement d'un crédit de taxe. Par exemple, j'ai ici une lettre datée du 3 octobre 1990. C'est une lettre signée, dans laquelle mon correspondant écrit:

Le Parti conservateur lui-même se trouve dans une position très délicate parce que la colère de la population canadienne est très proche de la surface. Le gouvernement en place a utilisé un subterfuge, sous le couvert du leadership, ce qui est impardonnable.

Et j'attire tout particulièrement votre attention sur la phrase suivante:

La promesse qu'a faite le gouvernement au mois de septembre au sujet d'un crédit ou d'une ristourne pour la taxe...

Où êtes-vous, sénateur Gigantès?

Le sénateur Gigantès: Je suis ici. Je ramassais des déchets.

Le sénateur Corbin: Je ne vous voyais plus.

Le sénateur Gigantès: Ne vous inquiétez pas pour moi.

Le sénateur Corbin: J'espère que vous écoutez.

Le sénateur Gigantès: Absolument. Mes oreilles sont très sensibles à votre voix.

Le sénateur Corbin: Parfait. Je reprends donc cette phrase.

La promesse qu'a faite le gouvernement au mois de septembre au sujet d'un crédit ou d'une ristourne pour la taxe qui serait versée en décembre 1990 et en avril 1991 ressemble fort à une tentative pour acheter les citoyens et constitue une insulte à notre intelligence.

Je me demande ce que vous pensez de cette lettre, puisque vous venez de dire que ce sont ces gens qui écopent. Il semble, d'après cet extrait, qu'ils sont blessés plus profondément par l'insulte que par tout le reste, et j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Le sénateur Gigantès: Eh bien, cette lettre vient certainement d'un bon citoyen canadien, un de ceux dont je parlais tout à l'heure et qui constituent une majorité au pays, un de ceux qui ne conçoivent pas le Canada simplement comme un régime fiscal, mais qui aiment leur pays et qui, à juste titre, sont blessés lorsque le gouvernement de l'autre côté, qui est

bien connu pour sa prédilection pour les techniques publicitaires manipulatoires, essaie encore une fois de les appliquer. Il utilise des techniques dont le meilleur exemple reste le premier ministre lui-même. Vous vous souvenez du caractère sacré des pensions de vieillesse? Eh bien, qu'a-t-il fait dès son arrivée au pouvoir? Il a essayé de désindexer ces pensions. Il a fallu pour le faire changer d'idée qu'une petite vieille dame, une Canadienne particulièrement courageuse, lui dise bien en face sur les marches du Parlement qu'il s'éloignait du droit chemin, en usant de faux-fuyants et en faisant des déclarations mensongères. Il n'a pas changé d'idée immédiatement, mais seulement quand les sondages lui ont démontré qu'il devait le faire; ce n'est donc pas sa conscience qui lui a dicté ce revirement, mais plutôt la honte ou le regret d'avoir été aussi manipulateur.

• (1020)

Après tout, c'est lui qui a serré la main à Joe Clark en lui disant qu'il l'appuyait sans réserve, alors même qu'il lui plantait un couteau dans le dos. Je n'ai jamais oublié cela. Même quand je n'étais pas d'accord avec certaines déclarations de M. Clark, je n'ai jamais douté de son attachement pour le Canada. Je ne peux pas en dire autant du premier ministre et de bien d'autres conservateurs. J'ai confiance en M. Clark et je crois qu'il est vraiment attaché au Canada. Mais je n'ai pas la même impression au sujet de Brian Mulroney.

Pourquoi le premier ministre se situe-t-il à 3 p. 100 dans les sondages en Alberta? Parce que les Albertains ne sont pas des imbéciles. Pourquoi sa popularité est-elle de 14 p. 100 pour l'ensemble du pays? Les Québécois lui sont temporairement loyaux, et il profite d'une vague de propagande mensongère pour le compte des séparatistes, qui voient en lui un outil très précieux pour arriver à leurs fins. Après tout, quand pourront-ils avoir un autre premier ministre canadien qui soit prêt à accepter et à utiliser leur vocabulaire pour tromper la population québécoise. Bien sûr qu'ils l'appuient. Daniel Latouche, Pierre Bourgeault et compagnie appuient Mulroney, comme beaucoup d'autres groupes. Qui d'autre pourraient-ils appuyer? C'est leur meilleur outil, leur meilleur instrument. Il a livré la marchandise. Si les médias québécois n'étaient pas dominés par les séparatistes, Mulroney aurait un score de 3 p. 100 là aussi. Mais la population québécoise est mal informée, systématiquement et délibérément, et dès qu'elle se rendra compte de cela, les résultats des sondages vont changer, et Mulroney va dégringoler même dans cette province.

Cela ne sera pas le même genre d'échec que votre entreprise d'édition, sénateur Simard. Vous n'êtes certainement pas très bien placé pour parler d'édition à qui que ce soit, c'est certain. Nous n'accepterions jamais vos conseils à ce sujet parce qu'ils ne pourraient que mener à la catastrophe. Nous avons entendu dire hier que c'est l'aide et la coopération fédérales qui ont secouru votre province quand vous étiez ministre des Finances. Si le gouvernement fédéral ne vous avait pas aidé à sortir du trou, votre province aurait été dans une situation extrêmement difficile quand vous étiez ministre des Finances.

Le Conseil canadien des chefs d'entreprises a produit un encart de quatre pages pour la presse, à la demande du gouvernement Mulroney, au moment où il perdait la bataille de l'opinion publique. Ce n'est peut-être pas son effort de propagande le plus efficace. Cet encart contenait des lettres dans lesquelles des dirigeants d'entreprises disaient à leurs employés qu'ils perdraient leur emploi si l'Accord de libre-